

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 16/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LEYGUE Henri

La Ferrière
30140 THOIRAS

Références :
Code AIOT : 0006600786

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement LEYGUE Henri implanté au lieu-dit "La Ferrière" 30140 THOIRAS. L'inspection a été annoncée le 12/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans l'objectif de vérifier l'application de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 février 2020 portant sur les mesures devant être réalisées sur les éléments métalliques/métalloïdes. Elle porte également sur les deux arrêtés préfectoraux du 14 février 2003 s'appliquant à la carrière et du 7 avril 2003 s'appliquant à l'usine de traitement des matériaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEYGUE Henri
- La Ferrière 30140 THOIRAS
- Code AIOT : 0006600786
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière et l'usine associée au traitement des matériaux extraits sont autorisées par arrêtés préfectoraux du 14 février 2003 et du 7 avril 2003. La carrière est autorisée pour une durée de 30 ans

portant sur une capacité de production annuelle fixée à 500 kT. En 2020, un arrêté préfectoral complémentaire a été pris afin de compléter les mesures à effectuer sur les poussières, les rejets aqueux et les produits concassés portant sur la présence d'éléments métalliques/métalloïdes au regard de la proximité avec les anciennes mines de fer. Plus récemment, un arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2022 autorise l'accueil d'apport de déchets inertes sur la carrière afin d'offrir un exutoire aux matériaux de déblais de chantiers.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mesures complémentaires sur les éléments métalliques/métalloïdes fixées à l'article 5 de l'APC du 6 février 2020,
- Plan de gestion des déchets (art. 16B de l'AM du 22/09/94),
- Gestion des tirs d'explosifs (articles 9.2 de l'AP du 14/02/03 et 11.4 de l'AM du 22/09/94),
- Plans, clôture et affichage (articles 1.10.1.2, 2.1.2 et 2.2.2 de l'AP du 14/02/03 et 13 et 15 de l'AM du 22/09/94)
- Dispositions relatives à la défense incendie (articles 9.4 de l'AP du 07/04/03)
- Surveillance environnementale (articles 19.5 à 19.9 de l'AM du 22/09/94)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Explosifs	Arrêté Préfectoral du 14/02/2003, article 9.2	/	Sans objet
4	Analyses complémentaires	Arrêté Préfectoral du 06/02/2020, article 5	/	Sans objet
5	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 07/04/2003, article 9.4	/	Sans objet
6	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16b	/	Sans objet
7	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 à 19.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plans, clotures et affichage	Arrêté Préfectoral du 14/02/2003, article 1.10.1.2	/	Sans objet
3	Plans, clotures et affichage	Arrêté Préfectoral du 14/02/2003, article 2.2.2.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a relevé 5 points nécessitant une réponse qui devraient, par la réponse apportée, permettre de régulariser les situations constatées. Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de déclarer la mise à jour des rubriques autorisées dans les arrêtés ayant fait l'objet d'une modification de nomenclature, notamment concernant la rubrique 2515, afin de mettre en cohérence l'activité avec la réglementation en vigueur.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2003, article 9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Document préparatoire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'abattage du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant doit définir un plan de tir. L'exploitant doit prendre en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assurer la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mins doivent avoir lieu les jours ouvrables.
Constats : Le plan de tir présenté contient dans ses éléments le plan de foration réalisé (tir du 11 avril 2022). Le plan de foration n'est pas annoté par les retours de l'opérateur de foration rencontrés sur les variations de résistance du sol . Ce point doit être amélioré. L'exploitant a cependant fait passer la consigne afin de renseigner ces informations auprès de l'opérateur en charge de cette tâche durant la visite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Plans, clotures et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2003, article 1.10.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Signalisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu , avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. [..] Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : La carrière présente les éléments de signalisation et de limitation des accès qui répondent aux exigences réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plans, clotures et affichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2003, article 2.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de la carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La documentation comprend au minimum : [..]- les plans d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptés à la superficie de la carrière sur lesquels seront reportés : . les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 m ; . les bords de la fouille ; . les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ; . les zones remises en état ; . la position des ouvrages à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan de la carrière a été présenté. Il a été établi en 2022 et mentionne les différents éléments permettant de caractériser l'activité de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyses complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de recherches de métaux/métalloïdes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des analyses complémentaires environnementales sont réalisées aux frais de l'exploitant. Elles consistent en la recherche des métaux/métalloïdes tels que définis dans les articles suivants : - dans les poussières ; - dans les rejets aqueux ; - dans les granulats concassés (0/20).
Constats : Les mesures relatives à la surveillance des éléments métalliques/métalloïdes présents dans les poussières, les rejets aqueux et les granulats concassés ont été réalisées. L'inspection relève cependant que la dernière mesure semestrielle dans les rejets aqueux portant sur les éléments Antimoine, Argent, Baryum, Cobalt, Thallium remonte au mois d'octobre 2021. La fréquence semestrielle n'est donc pas respectée sur cette mesure. L'exploitant indique qu'une mesure a été récemment effectuée dont le rapport n'a pas encore été transmis.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/04/2003, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions suivantes sont à respecter :</p> <p>[..] 2° Réaliser les installations électriques conformément à la norme française C.15.100 et aux dispositions fixées par le décret n°88.1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs. Faire procéder à leur vérification par un organisme agréé ;</p> <p>[..] 4° vérifier périodiquement le bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité et remettre en état les blocs d'éclairage défectueux ;</p> <p>5° assurer la défense intérieure contre l'incendie par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres, - des extincteurs à poudre de 6 kg, - des extincteurs à dioxyde de carbone (CO2) près des appareils électriques, - une caisse de 100 litres d'agent neutralisant sec munie d'une pelle de projection. <p>6° instruire un personnel spécialement désigné à la manœuvre des moyens de secours. Ces exercices doivent avoir lieu au moins tous les 6 mois et être transcrits sur le registre de sécurité.</p> <p>7° assurer le fonctionnement du dispositif d'alarme d'évacuation au moyen de commandes judicieusement réparties</p> <p>8° assurer la défense extérieure contre l'incendie</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en priorité : <p>Par un poteau de 100 mm normalisé NFS 61.213) piqué sur une canalisation assurant un débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62 .200) et placé à moins de 100 m du bâtiment par chemins praticables. Cet hydrant doit être implanté en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci,</p> <p>Soit en cas d'impossibilité :</p> <p>Par une réserve d'eau de 120 m³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°465 du 10/12/1951 en veillant plus particulièrement à :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) permettre la mise en station des engins pompes auprès de cette réserve, par la création d'une plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kN et ayant une superficie minimale de 32 m² (8 m x 4 m), desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu, b) limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 m dans le cas le plus défavorable, c) veiller à ce que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison, d) curer la réserve périodiquement, e) la protéger sur la périphérie, au moyen d'une cloture, munie d'un portillon d'accès , afin d'éviter les chutes fortuites, f) la positionner à moins de 200 m du bâtiment (ou de l'établissement) et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible, <p>Toutefois, lorsque l'alimentation de cette réserve d'eau est assurée par un réseau d'eau communal, la capacité de 120 m³ requise peut être réduite du double du débit horaire de l'appoint et répondre néanmoins aux conditions précédemment énoncées.</p>
<p>Constats : Des extincteurs sont répartis dans les installations pour assurer la défense incendie. Il ressort que la liste présentée des extincteurs présents dans l'usine ne correspond pas avec la numérotation des appareils effectivement présents et vus lors de la visite. Cette liste doit donc être mise en conformité. Notamment, l'appareil référencé n°23 est présent à 2 étages de l'usine, l'un d'entre eux semble, de plus, ne pas avoir été inspecté en 2022 lors du contrôle annuel car il ne contient pas l'annotation du passage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16b
Thème(s) : Risques chroniques, Elaboration du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. La plan de gestion contient au moins les éléments suivants: [..]-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage des déchets;[..]
Constats : L'exploitant a présenté le plan de gestion des déchets pour la période 2021-2026. Ce plan de gestion des déchets ne précise pas les zones concernées par les stockages et dépôts des déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 à 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance environnementale
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art 19.7 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté
Constats : Le controle de la jauge OWEN positionnée à proximité de l'entrée de la carrière a été effectué. Les opérations de débroussaillage autour de cette jauge, notamment pour élaguer les branches d'arbres se trouvant au dessus de l'entonnoir assurant la collecte des poussières sont rendus nécessaires pour être en conformité avec les dispositions de la norme NF X 43-014.
Type de suites proposées : Susceptible de suites